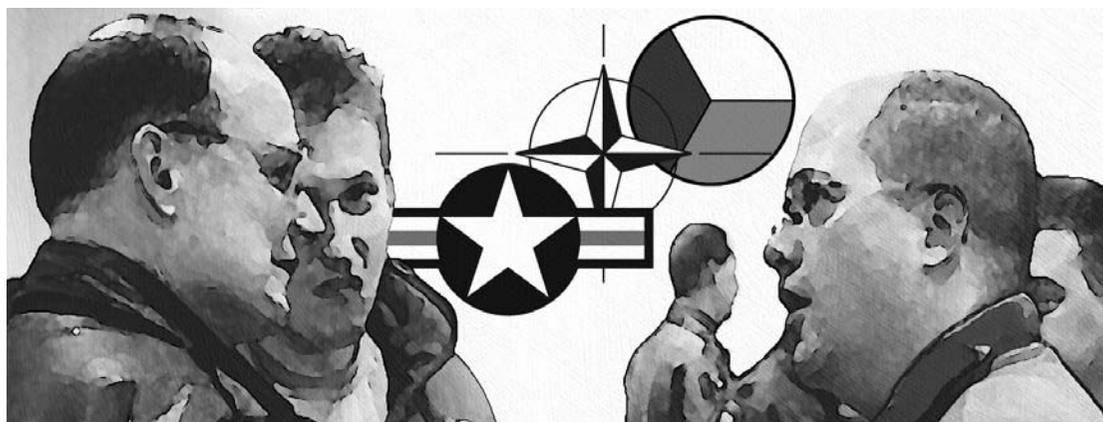


Opération Summit CAP

Donner aux nouveaux membres de l'OTAN les moyens de faire face à de nouvelles menaces

PAR LE COLONEL JAMES R. SMITH, USAF

Résumé de l'éditeur : Un exemple d'une collaboration réussie dans une des nombreuses activités qu'une coalition peut entreprendre. Des dispositions bilatérales de défense aérienne sans précédent furent prises par l'U.S. Air Force et l'armée de l'air tchèque pour protéger 46 chefs d'état contre toute attaque aérienne terroriste lors de la réunion au sommet de l'OTAN qui se tint en novembre 2002 à Prague. Cet effort, connu sous le nom d'opération Summit Combat Air Patrol – CAP (Patrouille aérienne de combat), se révéla être un moyen exceptionnellement efficace d'accélération de l'intégration d'un nouveau membre de l'alliance aux opérations de l'OTAN.



Il s'agit de l'opération la plus importante entreprise par l'OTAN cette année [2002]. Général Joseph Ralston

Commandant suprême des forces alliées en Europe

La réunion au sommet de l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui se tint en novembre 2002 à Prague, en République Tchéque, représenta incontestablement un événement marquant pour l'alliance. Sept nouveaux membres furent invités à rejoindre ses rangs, l'OTAN s'engagea à réorganiser sa structure militaire et, ce qui constitua une étape importante de la lutte contre les nouvelles menaces qui se présentent à l'aube du

vingt-et-unième siècle, une force de réaction de l'OTAN fut créée après que les membres se soient mis d'accord pour mener des opérations à l'extérieur de la zone d'action traditionnelle de l'alliance. L'examen de sa place dans la lutte à l'échelle planétaire contre le terrorisme conduisit l'OTAN à adopter dans son principe le leadership exercé par la force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan comme conséquence directe des engagements pris à l'occasion de la réunion

au sommet de Prague. Le simple fait que l'OTAN ait, pour la première fois, organisé une réunion d'une telle portée dans l'un des états devenus membres en 1998 représenta un important signal indiquant à d'autres membres potentiels et à l'alliance dans son ensemble que l'OTAN se trouvait à un moment décisif, déterminée à conserver son utilité pour chacun des partenaires qui la composent, les nouveaux comme les anciens.

Dans les coulisses, ou plus correctement « au-dessus », de la réunion au cours de laquelle les chefs des états membres de l'alliance prenaient ces décisions capitales, une autre dimension importante du succès avec lequel l'OTAN relève les défis que pose la lutte à l'échelle planétaire contre le terrorisme fut révélée. Même avant les événements du 11 septembre 2001, des mesures extraordinaires auraient été prises pour protéger une réunion à laquelle pourraient participer jusqu'à 46 chefs d'état. Compte tenu de l'importance exceptionnelle de cette réunion au sommet historique et du type de signal qu'une attaque réussie enverrait au monde entier, ce n'étaient pas les incitations à empêcher le genre de destruction que peut créer le terrorisme moderne qui manquaient. Après le 11 septembre, l'OTAN fit le point sur sa capacité à affronter une nouvelle arme dans l'arsenal des terroristes internationaux, les avions de ligne détournés par des agents suicidaires. Les dispositions de défense aérienne prises pour protéger la réunion au sommet de Prague constitueraient un test important de l'efficacité de l'alliance à offrir une défense collective contre ce type de menace.

L'OTAN releva le défi avec succès en menant une opération connue de l'*U.S. Air Force* sous le nom de *Summit CAP*, qui vit le système de défense aérienne intégrée de l'OTAN (*NATO Integrated Air Defense System – NATINADS*), l'armée de l'air tchèque et la *U.S. Air Forces en Europe – USAFE*) collaborer pour offrir à la réunion au sommet de Prague une protection 24 heures sur 24 contre toute attaque aérienne terroriste. Cet effort, qui s'appuya sur la structure de commandement et contrôle (C2) de défense aérienne de l'OTAN, y compris la surveillance assurée par radars terrestres et avions à système aéroporté de détection et de contrôle (*Airborne Warning*

and Control System – AWACS) de l'OTAN, les batteries de missiles surface air de l'armée de l'air tchèque, les systèmes de gestion du combat aérien de l'armée de l'air tchèque et des USAFE, les ravitailleurs en vol de ces dernières et les patrouilles aériennes de combat combinées effectuées par les chasseurs de l'armée de l'air tchèque et des USAFE.

Encore plus important que le déploiement impressionnant de ressources mises à la disposition de l'opération *Summit CAP* fut le processus de planification et de préparation de cette opération sans précédent, en particulier les plans d'engagement du combat avec les avions pilotés par des terroristes. Le NATINADS apporterait la connaissance situationnelle générale permettant de déterminer si une attaque potentielle était en cours. Afin de faire échouer une telle attaque, une force de défense aérienne constituée d'unités de l'armée de l'air tchèque et de l'*U.S. Air Force* opérant de concert protégerait l'espace aérien grâce à un partage de responsabilités jamais tenté auparavant. La réussite de l'opération demanderait un niveau d'entraînement sans précédent dans le cadre d'un effort faisant intervenir l'un des nouveaux membres de l'OTAN.

Première opération d'urgence significative de l'OTAN menée sur le territoire et dans l'espace aérien d'un nouveau membre de l'alliance, *Summit CAP* donna aux Tchèques la chance de prouver qu'ils étaient prêts à assumer l'entière responsabilité d'une telle mission. Bien que l'armée de l'air tchèque ait accompli de grands progrès en termes de modernisation de ses systèmes d'armes et de commandement/contrôle depuis 1998, il lui restait beaucoup à faire avant de pouvoir faire partie intégrante du NATINADS. La difficulté de la tâche consistant à protéger un objectif aussi lucratif que la réunion au sommet de Prague se révéla être le catalyseur qu'exigeait une intégration plus complète de l'armée de l'air tchèque pour permettre son interopérabilité à tous les sens du terme avec l'OTAN. Ce résultat se révéla tout aussi important que la déclaration de « mission accomplie » à l'issue de la réunion au sommet.

Le problème

Depuis ses débuts, l'OTAN a mis l'accent sur la défense collective contre un ennemi commun. Au cours de plus de quatre décennies de guerre froide, elle développa des défenses aériennes extrêmement puissantes destinées à repousser une attaque du Pacte de Varsovie. Après la chute du mur de Berlin, l'alliance n'avait plus besoin de déployer sur grande échelle des intercepteurs et batteries de missiles surface-air en état d'alerte maximum dans toute l'Europe centrale et occidentale. Le « système » lui-même ne fut pas démantelé. L'OTAN continua en fait à apporter des améliorations en matière de techniques et procédures au NATINADS au cours de la décennie qui suivit la dissolution du Pacte de Varsovie. Un processus qui fut poursuivi lorsque d'anciens membres du Pacte tels que la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie rejoignirent l'alliance en 1998. Dans un sens plus large, la domination dont les membres clés de l'OTAN avaient fait preuve à l'occasion de la première guerre du Golfe et plus tard au-dessus du Kosovo démontra indubitablement que leurs forces aériennes étaient parfaitement capables de défendre les pays membres contre toute attaque.

Même si le NATINADS n'avait pas été conçu pour faire face à des attaques telles que celles visant le *World Trade Center* et le Pentagone, le système apporta une contribution non négligeable à ce combat grâce au programme de développement qu'il mène à bien depuis plusieurs décennies. La surveillance par radars terrestres et aériens, capable de contrôler chaque centimètre cube de l'espace aérien de l'Europe centrale, utilisa des systèmes de communication redondants sécurisés pour collecter et synthétiser les données, les affichant en temps réel à l'intention des décideurs chevronnés présents dans dix centres multinationaux d'opérations aériennes (*Combined Air Operations Centers* – CAOC) implantés sur tout le continent. Des intercepteurs restèrent en état d'alerte maxima, prêts à réagir en quelques minutes pour identifier et surveiller tout appareil suspect. Dans le milieu opérationnel de l'Europe de l'après-guerre froide, l'OTAN

appelait ses opérations quotidiennes de défense aérienne « maintien de l'ordre dans l'air », une activité conçue principalement pour lutter contre les trafiquants ou faire face aux situations inhabituelles ou inattendues. Ce potentiel se révéla être d'une importance vitale après l'apparition de la nouvelle menace terroriste en 2001.

Le maintien de l'ordre dans l'air n'était toutefois pas facile lorsqu'il s'agissait d'avions de ligne détournés, en particulier du point de vue politique. Un des principes fondamentaux qui gouvernent l'OTAN veut que chaque pays se réserve l'autorité d'exercer sa souveraineté sur son territoire et dans son espace aérien.¹ Ce précepte joua un rôle essentiel dans le domaine de la réaction à un adversaire sans scrupules prêt à utiliser un avion de ligne chargé d'innocents comme arme, tuant les passagers ainsi que de nombreux autres civils au sol. C'est la raison pour laquelle la détermination des intentions hostiles de la part de l'appareil en question se révélait beaucoup plus problématique que la vérification des intentions des appareils militaires en cas de conflit.

L'OTAN conçut d'ailleurs son NATINADS pour assurer la défense contre les appareils militaires et tous les membres de l'alliance se sont généralement mis d'accord sur des règles d'engagement (*Rules Of Engagement* – ROE) de défense aérienne en cas de conflit conventionnel. Chaque membre a toutefois examiné quelque peu différemment la question de l'éventuelle nécessité d'abattre un avion civil à l'intérieur de ses frontières. Dans l'idéal, la plupart des pays préféreraient utiliser leurs propres ressources militaires en pareil cas. Les moyens utilisés dans les aspects non létaux de la défense aérienne se partagent facilement, comme cela s'est produit quand des avions AWACS de l'OTAN agirent pendant plusieurs mois en soutien de l'opération *Noble Eagle* aux Etats-Unis. Cependant, il s'ensuivrait à juste titre de graves répercussions si un chasseur allié autre qu'américain abattait un avion de ligne au-dessus d'un des principaux centres urbains des Etats-Unis, en particulier à la suite d'une décision erronée d'engagement.

Il est évident que tous les membres de l'OTAN ne peuvent pas faire face à une

menace aérienne terroriste au moyen d'une intervention militaire. Dans la mesure où le Luxembourg et l'Islande, par exemple, ne disposent pas de leurs propres forces aériennes, ils doivent s'entendre avec l'alliance ou l'un de ses membres pour se protéger d'une attaque. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne disposent par contre du type de forces aériennes et terrestres qui leur permet d'assurer une défense permanente contre les avions volant à toutes les altitudes par tous les temps. De même, l'Italie se montra tout à fait à la hauteur de la tâche lors des opérations de défense aérienne qu'elle mena pour protéger la première réunion au sommet de l'OTAN qui suivit le 11 septembre (Rome, mai 2002). Les procédures élaborées spécialement pour le NATINADS après septembre 2001 identifèrent l'autorité habilitée à engager le combat avec des terroristes soupçonnés, ainsi que la façon dont chaque état membre autoriserait et mènerait un engagement final. Les Tchèques voulaient prendre cette décision d'engagement final au-dessus de leur territoire eux-mêmes et, dans l'idéal, la mettre à exécution avec leurs propres chasseurs. En fait, leur parlement vota une loi attribuant nommément cette autorité d'engagement.

L'armée de l'air tchèque maintint quotidiennement des chasseurs MiG-21 en état d'alerte dans le cadre du NATINADS et protégea les infrastructures clés au moyen de missiles surface-air, mettant ainsi à disposition les moyens permettant de faire face à des attaques terroristes contre le territoire tchèque ou d'assurer une défense à plus grande échelle contre une série d'attaques menaçant l'Europe centrale en général. En termes de protection d'un événement de l'ampleur de la réunion au sommet de Prague, il était toutefois nécessaire de renforcer considérablement la mise quotidienne en état d'alerte pour assurer une défense efficace contre de multiples attaques coordonnées contre la capitale tchèque. Le problème central auquel était confrontée l'armée de l'air tchèque était ses limites en termes de chasseurs et d'armement de ces derniers.

Même avant l'adhésion à l'OTAN, le Ministère de la Défense tchèque était confronté au problème du remplacement de sa flotte

vieillissante d'intercepteurs MiG-21. Seul un demi-escadron était opérationnel à l'automne 2002. Ces MiG ne pouvaient être ravitaillés en vol pour effectuer les patrouilles aériennes de combat de longue durée et leurs missiles à guidage infrarouge et de courte portée étaient peu efficaces par mauvais temps. Les restrictions imposées par leur nombre insuffisant et l'impossibilité de les ravitailler en vol signifiaient que les MiG-21 ne pourraient maintenir une présence constante en vol pour protéger une réunion au sommet très en vue comme celle de l'OTAN. L'armée de l'air tchèque prévoyait d'affecter ses nouveaux avions d'attaque légers L-159 de fabrication nationale aux opérations de défense aérienne prévues mais on ne pouvait compter sur ces appareils pour intercepter des avions volant aux altitudes et vitesses habituelles des avions de ligne ; en outre, elle ne disposait que de missiles infrarouges à courte portée. Pour renforcer la protection de la réunion au sommet de Prague assurée par leurs chasseurs, les Tchèques demandèrent l'aide de l'alliance.²

Cette décision n'était pas facile à prendre. La réunion au sommet de l'OTAN tenue à Prague, la première de ce type accueillie par l'un des trois nouveaux pays membres admis en 1998, pouvait très bien représenter un tournant pour l'alliance. Le fait de l'accueillir était une source de grande fierté pour les Tchèques, qui voulaient manifestement faire la preuve qu'ils pourraient parfaitement répondre aux attentes de leurs alliés. Malheureusement, les pires inondations depuis plus d'un siècle avaient ravagé Prague en juillet et les habitants de la capitale avaient besoin qu'on leur remonte le moral après ce cataclysme. La dernière chose que les responsables tchèques voulaient faire était de laisser entendre que leur pays, désormais membre à part entière de l'alliance atlantique, ne pouvait pas relever les défis posés par la nature ou la guerre contre le terrorisme international.³

Planification et préparation

Lorsque le général Joseph Ralston, commandant suprême des forces alliées en Europe

de l'OTAN fut mis au courant de ce problème du renforcement des forces de chasse tchèques, il recommanda qu'un seul pays apporte son appui. Malgré le nombre d'option de commandement et contrôle viables à sa disposition pour répondre aux besoins créés par la situation, le grand quartier général des puissances alliées en Europe souhaitait s'opposer aux opérations terroristes aériennes en faisant assurer la surveillance et l'identification initiale d'une menace potentielle par le NATINADS. L'OTAN transférerait ensuite l'autorité aux forces de défense aérienne nationales tchèques et les Tchèques prendraient toute décision concernant les mesures appropriées. Il suffisait par conséquent aux Tchèques de trouver au sein de l'OTAN un partenaire prêt à renforcer leurs moyens de chasse.⁴

Peu de temps après que les Tchèques eurent contacté les États-Unis par la voie diplomatique, les principaux responsables militaires examinèrent la question de la faisabilité. En tant que chef du commandement des forces américaines sur le théâtre européen (*US European Command* – USEUCOM), le général Ralston demanda au général Gregory “Speke” Martin, chef de l'élément aérien des forces alliées nord de l'OTAN (*NATO's Allied Forces North* – AIRNORTH), également commandant de la base aérienne de Ram Stein, en Allemagne, de lui fournir son analyse de la situation. Le général Martin était dans une position idéale pour le faire, dans la mesure où il pouvait compter sur une équipe compétente de spécialistes de la planification au sein d'une organisation qu'il avait lui-même créée un an plus tôt, le Centre d'opérations aériennes et spatiales de la force aérienne sur le théâtre européen (*USAFE Theater Air and Space Operations Center* – UTASC). S'il se voyait confier la mission, il avait les forces nécessaires à sa disposition immédiate en Europe et, ce qui est peut-être encore plus important, le général Martin était l'homme de la situation dans la mesure où, tout comme le général Ralston, il exerçait plusieurs commandements. En tant que commandant d'AIRNORTH, il supervisait les opérations dans la moitié nord du NATINADS, y compris la République tchèque, ainsi que l'Allemagne et la Pologne voisines. Cette position offrirait dès le



Aucun ne peut insuffler l'esprit de coopération mieux que le général Gregory “Speedy” Martin, commandant de l'USAFE ; ici avec un pilote du 55e Escadron de chasse.

début de la phase de planification des avantages évidents en termes de délimitation des rôles et responsabilités respectifs de l'alliance et des pays individuels.

L'accent fut effectivement mis sur les rôles et responsabilités lors de la première réunion tenue à AIRNORTH le 6 août 2002 pour traiter de la question de l'organisation de la protection aérienne de la réunion au sommet de Prague. Les participants établirent une procédure initiale d'une importance vitale pour une planification et des évaluations efficaces de la part des trois principales parties prenantes : AIRNORTH, l'armée de l'air tchèque et l'USAFE. AIRNORTH renforcerait le NATINADS et veillerait à maintenir la surveillance et la connaissance situationnelle, non seulement à l'intérieur des frontières de la République tchèque mais également dans toute l'Europe centrale. Les Tchèques et les Américains se mettraient d'accord pour orchestrer l'appui de chasse « national » et les besoins concomitants de commandement/contrôle des chasseurs. Des discussions bilatérales entre des représentants des armées de l'air tchèque et américain s'ouvrirent dans ce but à Prague le 20 août, avant même que les eaux des crues estivales se soient retirées.⁵

Les planificateurs de l'UTASC déterminèrent rapidement que l'USAFE pourrait certain-

nement appuyer les Tchèques si nécessaire. Cet optimisme était toutefois tempéré par la conscience du fait qu'un certain nombre de problèmes importants devraient être résolus avant l'élaboration d'un plan d'opérations efficace. Fort heureusement, l'armée de l'air tchèque et l'USAFE arrivèrent à un accord total quant à l'identification des problèmes en question et poursuivirent un dialogue efficace permettant de les aborder un par un. Les deux parties durent mettre au point une pléthore de détails mais les plus importants soucis rentrèrent dans cinq domaines généraux :

- *Une mission clairement définie.* Une telle définition était essentielle pour l'élaboration efficace d'un plan et la résolution avec succès de tous les autres problèmes à traiter.
- *Forces nécessaires et choix des bases.* Les deux pays avaient besoin de connaître le nombre de patrouilles aériennes de combat nécessaires pendant toute la durée de la réunion au sommet ; leur zone d'opération ; le type de ravitaillement en vol dont bénéficieraient les chasseurs américains et les bases offrant la plus grande souplesse et l'impact défavorable minimum.
- *Commandement et contrôle.* L'intervention d'un général américain exerçant un commandement dans toute décision d'utilisation d'un chasseur américain pour attaquer un appareil au-dessus du territoire de la République tchèque soulevait certaines questions : qui élaborerait les règles d'engagement et l'ordre de mission aérienne (*Air Tasking Order* – ATO) et les pays pourraient-ils développer des mesures efficaces pour empêcher des engagements « entre bleus », en particulier entre des systèmes d'armes conçus par deux anciens adversaires de la guerre froide sans beaucoup d'expérience collective des opérations combinées ?
- *Communications efficaces.* Les deux parties avaient également besoin de connaître le type de situation de veille aérienne auquel les principaux décideurs auraient à faire face ; la sécurité, la fiabilité et la redondance des lignes de communi-

tion entre les installations radar, les avions AWACS de l'OTAN et le centre national de commandement de la défense aérienne tchèque ; ainsi que le personnel qui « parlerait » aux chasseurs américains en vol et dirigerait leurs actions.

- *Nécessité de parer à toute éventualité imaginable.* Pour terminer, il incombait au personnel américain et tchèque d'envisager les options à sa disposition pour résoudre le problème des conditions météorologiques qui règnent en novembre en Europe centrale et qui sont loin d'être idéales pour les opérations aériennes ; les faiblesses défensives susceptibles d'être exploitées par un terroriste déterminé ; ainsi que les conséquences de la prise d'une décision erronée relative à l'engagement.

A la fin de la troisième semaine de septembre, des solutions avaient été proposées pour presque tous les problèmes soulevés et un projet de plan d'opérations avait été esquissé dans le cadre d'un effort mené par le groupe combiné de planification AIRNORTH –armée de l'air tchèque – USAFE dirigé par le commandant Anthony Roberson, principal responsable de la planification des attaques aériennes au 32^e groupe d'opérations aériennes de l'UTASC. Bien que des questions aient continué à être soulevées jusqu'au début de la réunion au sommet, le plan resta pour l'essentiel pratiquement inchangé jusqu'à sa mise à exécution deux mois plus tard. Prévoyant des patrouilles aériennes de combat assurées en permanence par des chasseurs au-dessus du territoire tchèque, le plan nécessitait le déploiement de F-16CG du 555^e escadron de chasse, le *Triple Nickel*, basé à Aviano, en Italie, à Caslav – une base de chasse tchèque située à 72 kilomètres environ au sud-est de Prague – d'où opéreraient également les MiG-21 et L-159 de leurs hôtes dans le cadre des opérations de protection de la réunion au sommet. Une analyse météorologique détaillée sembla indiquer que des plafonds bas dus aux nuages et le brouillard pourraient empêcher les chasseurs de décoller de Caslav pendant des périodes prolongées ; par conséquent, pour donner aux principaux décideurs tous les avantages possibles en matière de détermination des intentions

des avions suspects, la force inclurait des chasseurs basés à l'extérieur du territoire de la République tchèque – plus précisément des F-15C du 493^e escadron de chasse, les *Faucheuses*, de la base de la *Royal Air Force* (RAF) de Lakenheath, au Royaume-Uni. Afin de maintenir les chasseurs américains en vol pendant des périodes prolongées, des ravitailleurs KC-135R de la 100^e escadre de ravitaillement en vol de la base de la RAF de Mildenhall seraient transférés à la base Rhein-Main, en Allemagne (aéroport international de Francfort), où la combinaison du soutien d'une base américaine ; de longues pistes permettant l'approche et l'atterrissage aux instruments et d'une relative proximité par rapport à Prague offrirait des avantages significatifs. Un ravitailleur serait également maintenu en état d'alerte à la base RAF de Mildenhall au cas où les conditions météorologiques régnant à Francfort se révéleraient peu coopératives.

La petite armada aérienne assemblée pour l'effort aurait naturellement besoin d'un commandement et contrôle efficace. AIRNORTH émettrait l'ATO, saisissant en un même document de référence tous les moyens affectés à la défense de la réunion au sommet, y compris ceux basés en dehors de la République tchèque. Les règles d'engagement de l'OTAN resteraient en vigueur jusqu'à ce que les Tchèques veuillent transférer l'autorité du NATINADS à leur armée de l'air durant le processus de collecte et d'analyse d'informations sur un terroriste aérien soupçonné. S'appuyant sur l'expérience acquise récemment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme dans l'espace aérien des Etats-Unis, l'USAFE et l'armée de l'air tchèque se mirent rapidement d'accord sur la structure des règles d'engagement postérieures à ce transfert. Le CAOC-4 de l'OTAN, implanté à Messtetten en Allemagne du sud, organiserait le NATINADS pour répondre aux menaces pesant sur la réunion au sommet. Les avions AWACS de l'OTAN assureraient une surveillance permanente à partir de deux bases, à titre de précaution, contre le mauvais temps, et seraient soutenus par des ravitailleurs KC-135R de la garde nationale aérienne des Etats-Unis (*U.S. Air National Guard*), qui leur seraient spécialement affectés par l'OTAN et seraient basés à Geilenkirchen en Allemagne du nord.



Les pilotes des F-16 américains et des MiG-21 tchécoslovaques assurent la protection contre d'éventuels terroristes pendant le sommet de l'OTAN à Prague.

Ces avions AWACS agirait principalement comme détecteurs destinés à combler les vides existant dans la couverture à basse altitude assurée par les radars basés au sol. Une fois l'autorité transférée aux Tchèques, les avions AWACS et le CAOC-4 cesseraient d'assurer toute fonction de commandement et contrôle liée à un engagement au-dessus du territoire tchèque ; ces fonctions seraient assurées par le centre national de commandement de Stara Boreslav, un complexe souterrain situé tout à côté de Prague, près du quartier général de l'armée de l'air tchèque. En temps normal, le centre opérait au sein du NATINADS comme centre de contrôle et de transmission d'information subordonné au CAOC-4, une organisation qui simplifiait le mécanisme de transfert d'autorité. Les décideurs les plus gradés au sein des USAFE et le personnel de défense tchèque travailleraient côte à côte, confortablement installés dans un complexe souterrain construit dans les années 70 pour résister à une attaque de l'OTAN, évaluant la même situation et déterminant la ligne de conduite appropriée. Si des chasseurs ou missiles surface-air étaient utilisés, les Etats-Unis se contenteraient de surveiller la situation mais, si un F-16 ou F-15 était le mieux placé pour inter-

cepter un terroriste potentiel, l'officier américain le plus gradé présent interviendrait avant l'autorisation d'engagement.⁶

Stara Boreslav avait beaucoup à apporter à l'accroissement du potentiel de défense aérienne de la réunion au sommet. En 1998, le fournisseur des forces armées américaines Lockheed Martin installa dans le centre national de commandement un système numérique d'avant-garde qui combinait les données reçues du NATINADS ainsi que des radars basés au sol et des batteries de missiles surface-air tchèques pour les présenter sous forme graphique en couleur. Ces représentations étaient affichées sur des grands écrans et sur des consoles individuelles dans un centre d'opérations bien équipé dont l'agencement se révéla particulièrement bien adapté au plan proposé. Tous les éléments de l'arsenal aérien combiné tchéco-américain étaient regroupés à un même endroit sous l'œil vigilant des officiers chargés de la prise de décisions et des contrôleurs responsables de l'exécution : équipes de surveillance, chefs de batteries de missiles surface-air, contrôleurs aériens, qui étaient en communication avec les chasseurs, et officiers chargés de la gestion aérienne tactique assurant la coordination de l'ensemble. Le fait que tous les principaux acteurs du commandement et contrôle étaient rassemblés en un même endroit, réduisant ainsi grandement les risques de conflits entre partenaires, était significatif.

La façon dont les Tchèques organisèrent la salle du centre de commandement national se révéla être d'une importance fondamentale pour la réussite finale de l'opération bilatérale une fois que le travail d'équipe tchéco-américain se fut appliqué à chaque position clé au centre de commandement national (à l'exception de la direction des batteries de missiles surface-air, qui incombait exclusivement aux Tchèques). Lors de leur première visite au complexe, les planificateurs de l'USAFE répondirent rapidement à la question de savoir qui communiquerait avec les chasseurs américains. Les contrôleurs aériens/techniciens de l'armement appartenant au 606^e escadron de contrôle aérien, les *Scorpions*, basé à Spangdahlem en Allemagne seraient déployés à Stara Boreslav, où ils travailleraient côte à côte avec leurs homologues tchèques, qui dirigeraient pour

leur part les MiG, les L-159 et les autres appareils militaires de leur pays.

Tout se présentait bien sur le papier mais les Américains et les Tchèques devaient satisfaire deux exigences essentielles avant de mettre le plan à exécution. L'USAFE avaient jusqu'alors simplement reçu la mission de se tenir prêtes à soutenir les Tchèques. La mise à exécution exigeait l'autorisation du ministre de la Défense confirmée par le président. L'autorisation conjointe du ministre et de son homologue tchèque soulevait la deuxième exigence – une preuve convaincante des chances de réussite du plan. Le 23 septembre, après que le général Martin eut présenté les grandes lignes du plan proposé au général Ralston à Stuttgart, en Allemagne, les deux officiers se rendirent ce même après-midi à Varsovie, en Pologne, où ils se réunirent avec l'ancien secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld, qui assistait à une conférence des ministres de la Défense de l'OTAN. Le secrétaire était très au fait des problèmes et des risques liés aux opérations aériennes anti-terroristes, ayant été très engagé dans l'opération *Noble Eagle* dès ses débuts un an plus tôt. Il chargea l'USEUCOM de poursuivre la planification et de se préparer à lui rendre de nouveau visite dès que le plan d'opérations serait prêt. Cette demande conduisit à une série de sessions de formation et d'exercices en équipes destinés à produire le degré de réalisme nécessaire pour permettre au secrétaire d'évaluer les risques en toute confiance aux cas où les États-Unis devraient participer aux opérations aériennes de protection de la réunion au sommet.⁷

L'armée de l'air tchèque, AIRNORTH et l'USAFE avaient en fait beaucoup réfléchi à ce processus. Sur les instances du général de corps d'armée aérienne Glen "**Wally**" Moorhead, commandant en second de l'USAFE, les responsables sollicitèrent l'assistance du centre de préparation guerrier (*Warrior Preparation Center* – WPC) de l'USAFE – un établissement conjoint de la force aérienne et de l'armée de terre implanté près de Ramstein. Ayant lui-même commandé précédemment le WPC, le général Moorhead savait que le WPC disposait déjà des moyens de se connecter à l'UTASC en soutien des opérations menées en cas de crise ou d'urgence. Le centre, qui effectuait des évaluations de jeux de guerre et d'opérations pour le compte du

USEUCOM, disposait en abondance de « guerriers » expérimentés comprenant comment tester une organisation de combat et, ce faisant, lui permettre de se réorganiser en termes de tactiques, de techniques et de procédures. Le colonel Tony Rock de la force aérienne, commandant en second du WPC, affecta ses meilleurs officiers au projet, et un plan d'entraînement à la défense aérienne en trois phases fut rapidement élaboré.

Cet effort exigeait bien entendu une étroite coordination avec l'OTAN dans la mesure où AIRNORTH avait prévu des manœuvres sous une forme ou sous une autre en préparation à la réunion au sommet. Le WPC travailla par conséquent en coopération avec le bureau d'évaluation tactique (*Tactical Evaluation – Tac Eval*) d'AIRNORTH dirigé par le lieutenant colonel Wolfgang Moser, de la Luftwaffe. Le colonel Moser et le commandant Patrick Matthews, officier affecté au projet par le colonel Rock, produisirent une série très complète de scénarios conçus pour tester toute vulnérabilité potentielle du plan élaboré pour la réunion au sommet. Pendant la première semaine d'octobre, le WPC et le bureau de *TacEval* d'AIRNORTH animèrent une table ronde réunie pour une journée complète à Stara Boreslav et à laquelle participèrent les acteurs clés représentant AIRNORTH, l'armée de l'air tchèque et l'USAFE. Cette session facilita l'examen des quelques questions restées sans réponse et conduisit à certaines améliorations du plan d'opérations. Elle servit également à présenter le personnel qui jouerait les rôles principaux lors de l'exécution du plan.

C'est toutefois la façon dont le personnel exécuta la deuxième phase du programme de préparation élaboré par le WPC et le bureau de *TacEval* d'AIRNORTH qui fit réellement la différence. Les Tchèques prévoyaient d'effectuer une simulation à grande échelle – un exercice de poste de commandement (*Command-Post Exercise – CPX*) – au centre national de commandement au moins un mois avant la réunion au sommet. Les installations du Centre d'opérations du centre national de commandement, modernisées en 1998, offraient désormais une rare possibilité d'atteindre au réalisme : des techniciens dirigés en coulisse par le colonel

Moser et le commandant Matthews pourraient afficher et manipuler des images synthétisées des avions rebelles, des chasseurs et des ravitailleurs à volonté. Aux yeux des décideurs et contrôleurs présents dans le Centre d'opérations, les affichages dépeignaient en pratique des événements réels se déroulant en temps réel.⁸ Le 16 octobre, le général Martin et le général de corps d'armée aérienne Frantisek Padelek, chef d'état-major de l'armée de l'air tchèque, présidèrent au Centre national de commandement à une série de simulations conçues pour entraîner les officiers chargés de la gestion aérienne tactique et les contrôleurs aériens représentant les deux armées de l'air. Le ministre de la Défense tchèque, monsieur Jaroslav Tvrdik, et son adjoint, monsieur Stephan Fule, y assistèrent également. Malheureusement, les résultats se révélèrent décevants.

En premier lieu, les informations données aux officiers responsables de la prise de décisions sur les écrans du Centre national de commandement étaient incompréhensibles pour le personnel qui n'avait pas à les interpréter quotidiennement. En deuxième lieu, même si les Tchèques gardaient bien en main le contrôle de leurs propres moyens, il devint rapidement évident qu'ils continuaient à se débattre avec les méthodes de gestion aérienne tactique des États-Unis et de l'OTAN, élaborées au cours de plusieurs décennies de coopération mutuelle. L'armée de l'air tchèque, qui avait disposé de moins de quatre ans pour se familiariser avec les doctrines opérationnelles de l'OTAN, n'avait jamais mené un exercice de défense aérienne de ce type et d'une telle envergure. Des méthodes que les contrôleurs aériens de la force aérienne américaine trouvaient toute naturelles, telles que la rotation des chasseurs entre les ravitailleurs et l'établissement d'une réserve de patrouilles aériennes de combat lorsqu'un groupe de chasseurs s'était vu confier la mission d'attaquer un objectif, représentaient une relative nouveauté pour les Tchèques. Pour terminer, les acteurs clés du processus de commandement et contrôle du Centre national de commandement n'avaient pas tous exactement la même connaissance situationnelle et la même interprétation des actions commandées, un problème dû principalement aux

différences de langues et de procédures entre les responsables américains et tchèques de la gestion aérienne tactique. Conformément à la procédure standard de l'OTAN, les Tchèques parlaient anglais mais dans le feu du combat simulé, ils avaient tendance à revenir à leur langue maternelle et aux méthodes qui leur étaient familières. L'incapacité à résoudre ce dernier problème rapidement et efficacement aurait été désastreuse pour le plan.⁹

Il convient à ce point de faire des observations sur les relations personnelles de travail et la confiance qui se développèrent parmi les acteurs clés affectés par AIRNORTH, l'armée de l'air tchèque et l'USAFE à l'effort de planification. Les militaires de carrière américains ont naturellement tendance à prendre la direction d'un effort de planification combiné tel que celui entrepris pour la défense aérienne de la réunion au sommet. Désirant passionnément « faire ce qu'il faut », nous avons toutefois été fréquemment coupables de ne pas reconnaître comme elle aurait dû l'être l'efficacité des tactiques, techniques et procédures de nos alliés. L'USAFE fit un effort considérable pour garantir qu'AIRNORTH et l'armée de l'air tchèque comprenaient que le commandement américain n'essayait pas de prendre la direction de l'opération, en expliquant soigneusement ses recommandations pour permettre à chaque partenaire d'arriver à sa propre conclusion. Même si l'USAFE estimait qu'elle avait beaucoup à offrir à l'armée de l'air tchèque, le savoir n'était pas à sens unique. Confrontés aux défis de la guerre contre le terrorisme à l'échelle planétaire, les Tchèques s'étaient révélés être des leaders mondiaux en termes de gestion des conséquences. Leur méthode d'intégration du commandement et contrôle de la défense aérienne au sein du Centre national de commandement était tout à fait logique, regroupant tous les éléments nécessaires en un ensemble ordonné dans une même salle. Personne n'inculqua le principe correct de constitution d'une équipe dans le cadre de cet effort mieux que le général Martin, qui, à l'issue de la journée, chargea l'équipe AIRNORTH/armée de l'air tchèque/USAFE de résoudre dès que possible les difficultés rencontrées le 16 octobre. Il reviendrait trois jours plus tard pour

participer au Centre national de commandement à une autre série de simulations, qui seraient suivies le même jour par un vol d'exercice dans les conditions réelles.

Le Centre national de commandement tira le meilleur parti des deux jours suivants. Dans la mesure où les simulations avaient démontré leur valeur en termes d'extraction des problèmes clés de commandement et contrôle qu'il était nécessaire de résoudre, l'équipe s'imposa un régime de scénarios élaborés par ordinateur donnant au travail d'équipe américano-tchèque la possibilité de s'épanouir pleinement. Pendant l'exercice de poste de commandement, les représentants des deux pays n'étaient assis côte à côte au Centre national de commandement qu'aux niveaux le plus élevé (les généraux Martin et Padelek) et le plus bas (les contrôleurs aériens qui orchestraient les activités de défense aérienne des chasseurs). Les contrôleurs aériens/coordonateurs de missions américains s'assirent à côté de leurs homologues tchèques dans toutes les positions clés au Centre national de commandement, à l'exclusion de celles qui concernaient exclusivement le commandement et contrôle des batteries de missiles surface-air. Cette configuration facilitait la circulation de l'information et la connaissance situationnelle pour tous les officiers concernés, permettant à ceux du 606^e escadron de contrôle aérien chargés de la gestion aérienne tactique de faire bénéficier les décideurs tchèques de niveau intermédiaire plus directement de leur vaste expérience. Un tel entraînement interactif n'avait jamais été tenté auparavant avec un nouveau partenaire de l'OTAN en termes de durée, d'intensité et de motivation. Tous les participants étaient motivés par leur prise de conscience du fait qu'il ne s'agissait pas d'un simple exercice d'entraînement mais que le plan devait réussir si la réunion au sommet devait bénéficier du type de défense aérienne qu'elle méritait.

Le ministre de la Défense, monsieur Tvrdik, et le général Padelek se joignirent de nouveau au général Martin au centre national de commandement le 19 octobre pour une répétition à grande échelle des opérations de défense aérienne prévues pour la protection de la réu-

nion au sommet. La journée commença par une démonstration convaincante du fait que l'équipe avait surmonté les difficultés rencontrées le 16 octobre. La réaction aux scénarios identiques à ceux qui avaient été utilisés à l'occasion de l'exercice de poste de commandement indiqua clairement que l'approche tchéco-américaine du travail en équipe et les exercices de simulation s'étaient révélés payants. Après cet échauffement, des avions de l'armée de l'air tchèque décollèrent pour survoler le territoire de la République tchèque, où les rejoignirent des F-16 basés à Aviano, des KC-135 de Mildenhall et des avions AWACS de l'OTAN venus de Geilenkirchen. Un avion de ligne Tupolev Tu-154 et des avions d'entraînement légers de l'armée de l'air tchèque furent utilisés comme cibles afin d'apporter une dimension supplémentaire de réalisme à l'exercice, permettant une validation complète de la connectivité entre le CAOC-4 et le Centre national de commandement, ainsi que des communications entre les avions et les contrôleurs. La répétition apporta la preuve de l'efficacité des mesures de transfert en faisant pénétrer le Tu-154 cible dans l'espace aérien allemand où il fut intercepté par des F-4F Phantom de la Luftwaffe, qui l'escortèrent ensuite jusqu'à la frontière tchèque, où des MiG de l'armée de l'air tchèque prirent la relève. Le plus important est que les vols effectués dans le cadre de l'exercice servirent d'examen final, prouvant que les concepts développés pendant des semaines de planification et de préparation étaient effectivement applicables.

Cela dit, il restait encore du travail à faire, y compris les modifications à apporter aux informations affichées au Centre national de commandement pour les rendre plus conviviales, ainsi que l'installation de moyens de communication sécurisée supplémentaires et l'établissement de liaisons de secours de transmission de données au cours des quelques semaines qui allaient suivre. A la fin de la journée, le général Martin estima toutefois qu'il pouvait aviser l'ancien secrétaire, Donald Rumsfeld, que l'USAFE était prête à mener des opérations de protection de la réunion au sommet si la mission leur en était confiée – ce qui correspondait exactement à l'évaluation présentée à l'ancien secrétaire au



Le 555^e escadron de chasse positionne des F-16 à la base aérienne de Caslav avec les MiG-21 tchécoslovaques (à droite) et les L-159 (au centre), ainsi que des F-15 basés au Royaume Uni, pour assurer la protection de l'Operation Summit Cap.

Pentagone quatre jours plus tard. Après avoir écouté le compte-rendu du général Martin sur les résultats des exercices menés la semaine précédente, l'ancien secrétaire se déclara satisfait de la planification minutieuse intégrée à l'effort total et autorisa l'USAFE à apporter son soutien à l'armée de l'air tchèque pour assurer la défense aérienne de la réunion au sommet de Prague. Peu de temps après, l'état-major interarmées prépara un ordre d'exécution qui déclencha la phase finale de la préparation.¹⁰

A partir de ce moment, le projet serait connu dans les milieux américains sous le nom d'opération *Summit CAP*. Le général Martin lui-même et le général de division Charles "Chuck" Simpson, directeur des opérations de l'USAFE, figureraient parmi les responsables de la prise de décisions au Centre national de commandement lors des opérations elles-mêmes. Parmi leurs homologues tchèques figureraient le général Padelek et le général de brigade Emil Pupis, un officier de l'armée de l'air tchèque affecté à l'état-major général tchèque et diplômé de l'USAF *Air War College* (2000). Le personnel du 606^e escadron de contrôle aérien déployé par l'USAFE arriva une semaine avant la réunion au sommet pour peaufiner le travail de commandement et contrôle en équipe grâce à des simulations supplémentaires au Centre national de commandement ; les chasseurs du 505^e escadron de chasse atterrirent le

18 novembre à la base aérienne de Caslav pour y établir leur base d'opérations, la 100^e escadre de ravitaillement en vol transféra 7 ravitailleurs sur le tarmac de la base aérienne Rhein-Main ; des F-15C du 493^e escadron de chasse furent armés et placés en état de réaction rapide à la base RAF de Lakenheath ; enfin, des avions AWACS de l'OTAN s'envolèrent pour élargir l'image de la situation fournie par les radars basés à terre lorsque les forces de l'USAFE et de l'armée de l'air tchèque se mirent en place. La réunion au sommet de deux jours devait commencer officiellement le 21 mais tout était prêt bien avant la session d'ouverture.

Exécution

Lorsque les nombreuses hautes personnalités assistant à la réunion au sommet commencèrent à arriver le 20 novembre, l'ancien secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, et le général Richard Myers, président de l'instance collégiale des chefs d'état-major, se rendirent à Stara Boreslav pour se rendre compte en personne de l'œuvre accomplie par les efforts combinés de défense aérienne. Tous les éléments s'étaient mis en mouvement exactement comme l'avait indiqué le compte-rendu reçu par l'ancien secrétaire un mois plus tôt. Les images synthétisées affichées sur les écrans du Centre national de commandement s'animaient de la représentation du trafic aérien commercial surveillé de près par les systèmes de détection de l'OTAN, tandis que les chasseurs et les ravitailleurs étaient prêts à réagir à la moindre alerte. L'ancien secrétaire et le général Myers eurent de longues conversations avec les contrôleurs tchèques et américains, qui se révélèrent pleins de confiance et d'enthousiasme quant à la tâche qui les attendait. Ils quittèrent le centre national de commandement satisfaits de ce qu'ils avaient vu et dirigèrent leur attention vers les événements importants qui les attendaient dans le centre de Prague.

Il ne fallut que quelques heures après leur départ pour qu'arrive la minute de vérité. Au cours de l'après-midi du 20, un avion de ligne Tupolev Tu-154 en provenance de l'Asie centrale annonça son intention d'atterrir sur l'aéroport international Ruzyně de Prague lorsqu'il franchit

la frontière sud de la République tchèque. Les Tchèques avaient pris des mesures pour contrôler strictement les autorisations d'atterrir à Ruzyně pendant la durée de la réunion au sommet. Cet appareil n'assurait pas un vol commercial régulier pas plus qu'il ne figurait sur la liste de ceux qui avaient été autorisés à atterrir à Prague à l'occasion de la réunion au sommet. Pour ne rien arranger, l'équipage n'avait pas respecté certaines des instructions données par les contrôleurs civils de la circulation aérienne tchèques lorsque ceux-ci essayèrent de le faire changer de cap pendant qu'ils décidaient du sort du vol. Ce manquement pouvait avoir résulté de difficultés de communication ou, dans l'esprit des responsables de la protection de la réunion au sommet, il pouvait avoir eu des raisons plus sinistres. Personne au Centre national de commandement ne voulant prendre des risques, les contrôleurs guidèrent une patrouille de F-16 à la rencontre du Tu-154 pour qu'elle l'escorte jusqu'à une destination sécurisée éloignée de Prague, la base aérienne de Pardubice. Les responsables de cette base apprirent que le ministre de la Défense kazakh se trouvait à bord et que ses services n'avaient pas sollicité les autorisations diplomatiques appropriées avant le décollage de l'appareil. Moins d'une heure après avoir atterri à Pardubice et après que les dispositions nécessaires aient été prises, le Tu-154 reçut l'autorisation de reprendre son vol à destination de Ruzyně.¹¹



Le secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, rencontre le général Frantisek Padelik, chef d'état-major de la Force aérienne tchecoslovaque, à l'extérieur du Centre de commandement national à Stara Boreslav. Le ministre de la Défense, Jaroslav Tvrdik, est à droite du secrétaire Rumsfeld.

Les membres de l'équipe tchéco-américaine restèrent calmes et réfléchis pendant l'incident et tout se passa exactement comme lors des simulations et des vols d'exercice. L'équipe fit décoller immédiatement une autre patrouille aérienne de combat de F-16 pour remplacer celle qui avait escorté le Tu-154 lors de la traversée de l'espace aérien tchèque, repositionna un ravitailleur pour prendre en charge la patrouille d'escorte et plaça des F-15C et des MiG-21 en position d'intercepter tout appareil suspect pendant toute la durée de l'incident. On aurait presque dit que le bureau de *TacEval* d'AIRNORTH et le WPC avaient conçu le scénario dans son ensemble. En fait, dès que le Tupolev fut garé à Ruzyně, l'ensemble de l'équipe du Centre national de commandement, y compris les généraux Martin et Padelek, se livra à une brève critique des actions menées ressemblant fortement à celles qui avaient suivi les simulations et les vols d'exercice. Cette procédure servit à renforcer le succès, exactement comme elle l'avait fait lors de la préparation.

En trois autres occasions pendant la réunion au sommet, l'équipe fit décoller des chasseurs (MiG-21 et F-15C en alternance) pour surveiller des appareils suspects à distance respectueuse. Le résultat valida une fois de plus l'efficacité des dispositions prises au Centre national de commandement en matière de commandement et contrôle. Ce qui est tout aussi important, sinon plus, le bien fondé d'autres dispositions fut lui aussi démontré – en particulier celles adoptées en cas de mauvais temps limitant les opérations. Des plafonds bas et un brouillard tenace immobilisèrent les F-16, MiG-21 et L-159 au sol à Caslav pendant plus de la moitié de la durée de la réunion au sommet mais les

Faucheuses de Lakenheath maintinrent une présence constante pendant le reste du temps. Les KC-135 basés en réserve à Rhein-Main fournirent le combustible supplémentaire nécessaire au ravitaillement des F-15C. De même, les deux bases utilisées par les avions AWACS de l'OTAN subirent les effets d'un mauvais temps qui interrompit périodiquement les opérations dans l'une ou l'autre. A l'issue de la réunion au sommet, le général Martin fit observer que l'enseignement le plus significatif en termes d'exécution fut la valeur de plans d'urgence solides, tels

que ceux appliqués en cas de temps défavorable, et l'obligation d'engager les forces que requièrent ces procédures dès le départ – à un stade aussi précoce que possible de la planification.¹²

Conclusions

L'opération *Summit CAP* apporta la preuve convaincante que l'OTAN pouvait relever le défi posé par le terrorisme international et que cette organisation pouvait le faire en permettant à ses membres les plus récents de jouer un rôle de premier plan. Il était d'autant plus approprié que cet effort particulier ait eu lieu pour protéger une réunion au cours de laquelle les chefs des états membres de l'OTAN tracèrent une route nouvelle pour faire face aux menaces changeantes pesant sur l'alliance et acceptèrent d'accueillir des membres nouveaux. AIRNORTH, l'USAFE et l'armée de l'air tchèque avaient utilisé des systèmes d'armes hérités de l'OTAN et du Pacte de Varsovie dans une structure de défense aérienne qui avait fait la preuve de sa valeur pendant la guerre froide et d'une manière qui se révéla particulièrement adaptable à la guerre contre le terrorisme à l'échelle planétaire. *Summit CAP* ne pouvait se permettre d'échouer – pas plus en termes de prévention d'une catastrophe subie aux mains de terroristes que comme test du bien-fondé persistant de l'existence de l'alliance.



Le Président George Bush arrive à Prague pour la réunion du sommet de l'OTAN.

Certains critiques pourraient faire valoir que l'OTAN ne satisfait pas pleinement les besoins de protection de la réunion au sommet, faisant remarquer que les Tchèques durent faire appel aux États-Unis pour renforcer leurs moyens de défense aérienne. **Ce faisant, ils laissent un point essentiel de côté. Même si leur choix fut motivé** par certaines considérations politiques, les Tchèques auraient pu demander l'assistance d'un certain nombre d'autres membres de l'OTAN – le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie disposaient tous des moyens essentiels pour mener la tâche à bien. Dans cette situation, le fait qu'un seul autre pays interviendrait dans l'exécution d'une décision d'attaquer un avion civil au-dessus de leur territoire prise souverainement par les Tchèques simplifiait considérablement des dispositions prises en matière de commandement et contrôle. Compte tenu de la nature de cette décision et du risque qu'elle impliquait pour des civils innocents, la nécessité de simplifier et de clarifier son exécution ne saurait être trop soulignée. La décision de ne faire intervenir qu'un seul autre pays membre dans l'attaque d'un avion terroriste était marquée par le bon sens.

Cette décision était peut-être logique mais elle ne fut certainement pas facile à prendre. Personne n'avait jusqu'alors essayé de mettre sur pieds un tel arrangement bilatéral de défense aérienne. Le fait qu'il ait été couronné de succès en relativement peu de temps avec un nouveau membre de l'alliance en dit long sur l'importance de la similitude des tactiques, techniques et procédures au sein de l'OTAN, qui permit d'établir le cadre essentiel pour préparer l'USAFE et les forces de l'armée de l'air tchèque à travailler ensemble en utilisant des systèmes d'armes qui, il y a seulement 13 ans, étaient face à face. La tâche se serait révélée beaucoup plus ardue si les Tchèques n'avaient pas modernisé leur centre national de commandement pour lui permettre de s'accommoder aisément de la structure des pratiques de défense aériennes de l'OTAN développées par l'alliance après des décennies de labeur et de détermination. Non seulement le personnel d'AIRNORTH, de l'USAFE et de l'armée de l'air tchèque devait travailler efficacement dans les limites de Stara Boreslav mais

l'information devait également circuler avec rapidité et précision entre CAOC-4 et le Centre national de commandement pour offrir à la réunion au sommet le supplément de sécurité offert par l'OTAN au-delà des frontières tchèques. Pendant le déroulement de l'opération, le centre de Stara Boreslav prouva indubitablement qu'il constituait un nœud solide du réseau du NATINADS.

Des questions concernant sa viabilité apparurent néanmoins lorsqu'AIRNORTH, l'USAFE et l'armée de l'air tchèque entreprirent la planification de l'opération moins de quatre mois avant son exécution. Les communications et liaisons de transmission de données entre CAOC-4 et le Centre national de commandement n'avaient jamais été mises à rude épreuve avant la préparation de la réunion au sommet. Les Tchèques, membres depuis peu de l'alliance, ne s'étaient pas encore complètement intégrés à ses usages, un fait mis clairement en évidence lorsque les contrôleurs du centre national de commandement furent confrontés pour la première fois aux méthodes de gestion du combat aérien auxquelles l'OTAN s'était familiarisée depuis de nombreuses années. Le programme de préparation entrepris par AIRNORTH et l'USAFE lors du séminaire sur table, les simulations d'exercices de poste de commandement et les vols d'exercice du 19 octobre permirent toutefois une accélération sans précédent du processus d'intégration. Après tout, l'enjeu de cet effort allait bien au-delà d'un exercice sans lien avec un événement de l'ampleur de la réunion au sommet. L'opération *Summit CAP* servit alors d'exemple des possibilités offertes. **Comme le général Martin** l'indiqua dans ses remarques préliminaires après les faits, « Après presque trois ans d'immersion dans le processus d'intégration dans l'OTAN, je suis convaincu que ce genre d'effort cohérent de coopération avec les nouveaux membres de l'OTAN donne de bons résultats. »¹³

Nous devons continuer à accorder une attention particulière aux futures opérations de défense aérienne de l'OTAN destinées aussi bien à protéger des événements très en vue qu'à assurer la sécurité quotidienne des pays membres. En plus de révéler les possibilités offertes, l'opération *Summit CAP* fait apparaître des questions méritant un examen plus

approfondi. Après coup, on s'aperçoit qu'une intervention plus directe des agences civiles dans la planification opérationnelle et les exercices aurait réduit le nombre de questions échangées par le Centre national de commandement et le Centre de contrôle de la circulation aérienne de Prague pendant la réunion au sommet. Le même sentiment de confiance entre partenaires de l'OTAN doit être encouragé aux plus hauts niveaux si l'alliance souhaite mener efficacement ce type d'opérations à haut risque à l'avenir. La confiance peut se développer grâce à la participation directe dès le départ des principaux responsables intervenant dans de telles opérations. La nouvelle force de réaction de l'OTAN sera-t-elle capable à l'avenir de faire participer des chasseurs de défense aérienne fournis par un pays membre à une opération de coopération de ce type, en particulier en soutien de nouveaux pays membres qui, comme la République tchèque, ne disposent pas d'un ensemble complet de moyens de défense aérienne ? On peut espérer qu'effectivement elle le sera dans la mesure où les Etats-Unis peuvent difficilement se permettre de renforcer les forces nécessaires à la protection de toutes les réunions au sommet ou conférences auxquelles assistent des hautes personnalités alliées.

Notes

1. L'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord du 4 Avril 1949 protège le droit d'autodéfense des états membres.
2. Réunion entre monsieur Jaroslav Tvrdik, ministre de la Défense de la République tchèque ; le général de corps d'armée aérienne Frantisek Padelek, commandant en chef de l'armée de l'air tchèque et le général Gregory Martin, commandant d'AIRNORTH et de l'USAFE, Ceske Budejovice, République tchèque, 31 août 2002.
3. Remarques de Craig Stapleton, ambassadeur des Etats-Unis en République tchèque, au colonel Marc Neifert, attaché militaire à l'Ambassade des Etats-Unis, Prague, République tchèque, août 2002.
4. Message, 061219Z, Mission des Etats-Unis auprès de l'OTAN, aux ministres des Affaires étrangères et de la Défense des Etats-Unis, 6 août 2002.
5. Rapport, « Résultats de la réunion AIRNORTH du 6 août », USAFE TASC/CV, à l'intention du commandant des USAFE (COMUSAFE), 7 août 2003.
6. Concept de compte-rendu d'opérations, 32^e groupe d'opérations aériennes, sujet : Défense aérienne de la réunion au sommet de Prague, 20 septembre 2002.

Le soir du 21 novembre, les chefs des Etats membres de l'OTAN assistèrent au château de Prague à un dîner de gala auquel les avait conviés le président Vaclav Havel. Bien visible en haut d'une colline dominant la ville, le complexe constituant le château était brillamment éclairé par des projecteurs, comme il est de coutume la nuit. Aucun autre endroit de la République tchèque n'était plus brillamment illuminé cette nuit-là. Les rues qui surplombaient le château étaient étrangement silencieuses, la plupart des habitants ayant choisi de rester chez eux au retour de leur travail pendant les deux jours de la réunion au sommet comme le leur avait recommandé le gouvernement. Un crachin et une brume tenaces auraient compliqué les choses pour un terroriste aérien en puissance à la recherche d'une cible par ailleurs facile à atteindre mais autre chose aurait offert une résistance beaucoup plus redoutable lors de cette soirée paisible. On pouvait entendre dans le ciel au-dessus du château, éloigné mais néanmoins distinct, le grondement incessant de deux F-15C des *Faucheuses*, montant la garde au-dessus de la capitale tchèque et prouvant que l'alliance pouvait avec confiance défendre ses intérêts collectifs dans un monde plein d'incertitude. □

7. Compte-rendu du commandant de l'USAFE (COMUSAFE) au ministre de la Défense (SECDEF), sujet : Réunion au sommet de l'OTAN – Appui aérien des Etats-Unis, Varsovie, Pologne, 23 septembre 2002.
8. Centre de préparation des forces de l'USAFE, « Recueil de scénarios de l'équipe rouge », 3 octobre 2002.
9. Colonel Anthony Rock, commandant en second, Centre de préparation des forces, au commandant de l'USAFE (COMUSAFE), memorandum, 24 octobre 2002.
10. Compte-rendu du commandant de l'USAFE (COMUSAFE) au secrétaire de la Défense (SECDEF), Bureau du secrétaire de la Défense, Washington, DC, sujet : Opération *Summit CAP*, 23 octobre 2002.
11. Agence de presse tchèque CTK, « Des chasseurs américains forcent le ministre de la Défense kazakh à atterrir. », 21 novembre 2002.
12. Message, 222101Z, commandant de l'USAFE (COMUSAFE) au commandant de l'USEUCOM, 22 novembre 2002.
13. Ibid.